

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0226

Relative à l'application des 1607 Heures et à la gestion du temps de travail
au Conseil Départemental de Mayotte

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseiller départemental absent :

Monsieur Alain SARMENT

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire (...) ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de L'État ;
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaire ;

- Vu la délibération n°2016.00137 du 12 juillet 2016 relative aux emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires,
Vu la délibération n°2017.00063 du 24 avril 2017 relative à la révision des emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires ;
Vu la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis du CST du 12 septembre 2024,

Considérant le rapport n° 2024-02328 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission administration générale, transports et transition écologique du 8 octobre 2024 ;

Considérant que les astreintes et les permanences constituent deux modalités supplémentaires d'aménagement du temps de travail répondant à des nécessités de service.

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit l'application obligatoire des 1607 Heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de mettre en place le temps de travail et d'adopter les modalités de mise en œuvre présentées ;
De mettre en place un outil de gestion automatisée du temps de travail ;

Article 2 : durée annuelle du temps de travail :
La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires sans droit ARTT) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année : 365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines : -104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail : -25
Jours fériés : - 8
Nombre de jours travaillés : 228
Nombre d'heures travaillées = Nb de jours x 7 heures = 1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité : + 7 h
Total en heures : 1 607 heures

Article 3 : garanties minimales :

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures,
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes,

- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures,
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures minimum,
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives,
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures ;

Article 4 : fixation de la durée hebdomadaire de travail :

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la collectivité et de ses établissements rattachés pour un temps complet est fixé à :
07h + 10 minutes + 07 minutes + 02 minutes * 5 jours = 36 heures 30 minutes par semaine.

Les agents bénéficieront ainsi de 04 jours supplémentaires (Ide El Kébir, Miradji, Idi El Fitri et Maoulid) afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre peut être arrondi à la demi-journée supérieure) ;

Article 5 : détermination des cycles de travail :

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation des cycles de travail au sein des services de la collectivité est fixée comme il suit :

Les cycles hebdomadaires sont fixés à trois :

- Cycle n°1 : $228 \times 36,5 \text{ heures} / 5 = 1664 \text{ heures par an}$,
Avec droit à 5 jours de congé ARTT
- Cycle n°2 : $228 \times 38,5 \text{ heures} / 5 = 1755 \text{ heures par an}$,
Avec droit à 15 jours de congés ARTT
- Cycle n°3 : $228 \times 39 \text{ heures} / 5 = 1778 \text{ heures par an}$
Avec droit à 19 jours de congés ARTT

Article 6 : modalités de réalisation de la journée de solidarité :

La journée de solidarité doit être accomplie selon la modalité suivante :

- La répartition du nombre d'heures dues sur plusieurs journées ou réalisé par les agents tout au long de l'année civile (lorsqu'il existe une possibilité de contrôle automatisé possible de la réalisation de ces heures) ;
- Pour les services du Conseil départemental, il est prévu d'accomplir la journée de solidarité de 7 heures à raison de 2 minutes par jour sur le temps de travail pour un agent à temps complet et de proratiser la quotité de travail pour un temps non complet et un temps partiel ;

Article 7 : la présente délibération entre en vigueur à compter de son adoption et transmission au contrôle de légalité ;

Article 8 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les actes y afférent ;

Article 9 : en application des dispositions de l'article R421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

